

**L'IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA  
CROISSANCE ECONOMIQUE: APPROCHE PAR LE  
MODELE ARDL CAS DU MAROC**

**THE IMPACT OF PUBLIC EXPENDITURES ON ECONOMIC  
GROWTH: APPROACH BY THE ARDL MODEL CASE OF  
MOROCCO**

**ELALAOUI JAWAD**

Chercheur en Economie, Cadre à la Trésorerie Générale du Royaume- Maroc.

**AHMED HEFNAOUI**

Professeur Universitaire à la FSJES Mohammédia,  
Laboratoire de Recherche en Performance Economique et Logistique (PEL)  
Université Hassan II, Casablanca, Maroc.

### Résumé :

Cet article étudie l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique au Maroc au cours de la période 1975 à 2016. L'étude utilise l'approche de l'analyse du modèle Autorégressive Distributed Lag (ARDL). Le test des limites (Broun's test) a suggéré que les variables sont liées à long terme. La correction d'équilibre associée était également significative, confirmant l'existence des relations à long terme.

Les résultats indiquent que l'impact des dépenses publiques totales sur la croissance est négatif, ce qui est cohérent avec d'autres études antérieures. Les dépenses publiques de consommation ont un impact positif significatif sur la croissance. Par contre les dépenses publiques d'investissement ont un impact négatifs sur la croissance, cela peut être expliqué par le caractère improductif des dépenses publiques ainsi que ces dépenses sont financé par la dette ce qui contribue à l'alourdissement des charges d'intérêt sans négliger l'effet d'éviction des ce type de financement.

**Mots clés :** dépenses publiques ; croissance économique ; ARDL

### Abstract:

This article studies the impact of public spending on economic growth in Morocco during the period 1975 to 2016. The study uses the approach of the analysis of the model ARDL. The test of the limits ( Test Broun's) suggested that variables are bound (connected) in the long term. The associated correction of balance was also significant, confirming the existence of the long-term relations.

The results indicate that the impact of total public spending on the growth is negative, which is consistent with other previous studies. The public spending on consumption have a significant positive impact on the growth. On the other hand, investment expenditure has a negative impact on growth, this can be explained by the unproductive character of public expenditure as well as these expenses are financed by the debt which contributes to the increase of the interest charges without neglecting the effect of eviction of this type of financing.

**Keywords :** public expenditure ; economic growth ; ARDL

## Introduction

La renaissance des théories de la croissance dans les années 1980 a également ravivé l'intérêt des chercheurs pour vérifier et comprendre les liens entre les dépenses publiques et la croissance économique. Au cours des dernières décennies, les dépenses du secteur public ont augmenté en raison de la participation accrue du gouvernement aux activités économiques par l'intermédiaire de ses divers ministères, départements et agences. Les débats sur le rôle de l'implication du gouvernement dans les activités économiques ont été répartis entre deux courants différents. D'un côté les économistes classiques stipulent que l'économie s'autorégule et que le rôle du gouvernement dans les activités économiques doit se limiter aux fonctions régaliennes de défense et de justice.

De l'autre côté, les nouvelles théories de la croissance suggèrent que les dépenses publiques, qu'elles soient récurrentes ou en capital, notamment les dépenses d'investissements, peuvent favoriser la croissance. Néanmoins, le financement de telles dépenses, s'il n'est pas correctement géré, peut retarder la croissance. La Compréhension des liens entre les politiques budgétaires et la croissance économique a soulevé d'énormes débats théoriques et empiriques.

Les finances publiques sont focalisées sur les dépenses publiques et le revenu national, puisque l'ampleur des dépenses publiques a augmenté au fil du temps dans presque tous les pays du monde. Il est donc nécessaire que les gouvernements des États connaissent la relation causale entre ces deux grandeurs. L'augmentation des dépenses publiques peut impacter la croissance de l'économie en augmentant le revenu national.

Au Maroc, les dépenses publiques ont augmenté en raison de la demande accrue de biens publics tels que les routes, les moyens de communication, l'énergie, l'éducation, la santé ...etc. Cette augmentation des dépenses n'a pas influencé significativement la croissance économique.

Il est donc paradoxal qu'en dépit de la hausse des dépenses publiques, financée dans la plupart des cas par des dettes locales et internationales, de nombreux Marocains n'aient pas encore ressenti l'impact réel de cette augmentation des dépenses.

La question qui se pose : **Quel sont les impacts de l'augmentation des dépenses publique globales ainsi que celles des dépenses d'investissement et de consommation sur la croissance économique à court et à long terme ?**

Des études antérieures sur le sujet ont principalement porté sur l'examen de l'impact des dépenses publiques totales sur la croissance. En tant qu'amélioration par rapport aux études précédentes, ce document évalue l'impact des composantes des dépenses publiques sur la croissance économique. En outre, la plupart des études qui ont examiné les impacts à court et à long terme des dépenses publiques sur la croissance économique ont généralement utilisé l'approche de cointégration de Johansen indépendamment de l'ordre d'intégration des variables. Notre étude utilise l'approche de test lié à la cointégration.

Le développement de cette problématique se fera à travers deux parties, la première sera consacrer à la présentation de quelques revues théoriques et empiriques de la littérature sur le sujet et la deuxième traitera l'analyse empirique de la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique

## **1- LITTÉRATURE THEORIQUES ET EMPIRIQUE**

### **1.1- LITTERATURE THEORIQUE**

Cette partie met en évidence certaines théories de base qui ont été utilisées pour soutenir les effets des dépenses publiques sur la croissance économique à savoir la théorie keynésienne, la théorie de Musgrave des dépenses publiques, la loi de Wagner et la théorie de l'équivalence Richardienne.

#### **1.1.1- La théorie keynésienne**

Cette théorie a été proposée par l'économiste britannique; John Maynard Keynes. La théorie est devenue populaire pendant la Grande Dépression des années 1930. Selon Keynes, les dépenses publiques sont un facteur exogène qui peut être utilisé comme un instrument politique pour promouvoir la croissance économique. La pensée keynésienne stipule que les dépenses publiques peuvent contribuer positivement à la croissance économique. Par conséquent, une augmentation de la consommation publique entraînera vraisemblablement une augmentation de l'emploi, de la rentabilité et de l'investissement grâce aux effets multiplicateurs sur la demande globale. En conséquence, les dépenses publiques augmentent la demande globale, ce qui provoque une augmentation de la production en fonction des multiplicateurs de dépenses.

#### **1.1.2- Musgrave Théorie de la croissance des dépenses publiques**

Cette théorie a été avancée par Musgrave lorsqu'il a trouvé des changements dans l'élasticité-revenu de la demande de services publics dans trois fourchettes de revenu par habitant. Il a

montré qu'à de faibles niveaux de revenu par habitant, la demande de services publics tend à être très faible, car selon lui, ces revenus sont consacrés à la satisfaction des besoins primaires et que lorsque le revenu par habitant commence à augmenter au dessus de ces niveaux, la demande de services fournis par le secteur public tels que la santé, l'éducation et les transports commence à augmenter en obligeant le gouvernement à augmenter les dépenses à leur égard. Il a observé qu'aux niveaux élevés du revenu par habitant, surtout dans les économies développées, le taux de croissance du secteur public a tendance à baisser au fur et à mesure que les besoins les plus élémentaires sont satisfaits.

### **1.1.3- La loi de Wagner:**

La loi de Wagner est un principe développé d'après l'économiste allemand Adolph Wagner (1835-1917). Wagner a avancé « loi de l'extension croissante de l'activité publique » en analysant les tendances de la croissance des dépenses publiques et de la taille du secteur public. La loi de Wagner postule que:

- ✓ L'extension des fonctions des Etats entraîne une augmentation des dépenses publiques d'administration et de régulation de l'économie.
- ✓ Le développement de la société industrielle moderne engendre une pression politique croissante en faveur du progrès social et exige une prise en compte accrue de la considération sociale dans la conduite de l'industrie.
- ✓ Les dépenses publiques croît plus proportionnellement que l'augmentation du revenu national (l'élasticité des dépenses publiques par rapport au revenu national est supérieure à l'unité) et entraîne donc une expansion relative du secteur public.

### **1.1.4- La théorie de l'équivalence Ricardienne**

Le terme de l'équivalence Ricardienne a été inventé par l'économiste américain Robert Barro dans les années 1970 et est devenu par la suite un sujet standard dans les finances publiques et la théorie macroéconomique. Le théorème d'équivalence ricardienne attribue à l'économiste anglais David Ricardo (1772-1823) analyse l'idée que la fiscalité et l'emprunt public constituent des formes équivalentes de financement des dépenses publiques. La raison d'être de ce point de vue est que le gouvernement devrait à l'avenir rembourser sa dette. Si l'on suppose maintenant une économie fermée, le remboursement de la dette se fera par une augmentation des impôts futurs, ce qui signifie que, sur la base de l'hypothèse des anticipations rationnelles, les particuliers augmentent leurs épargnes en achetant les

obligations émises par le gouvernement. En d'autres termes, le montant de l'épargne correspond à la taille du déficit public et, par conséquent, le taux d'intérêt reste le même. Cela signifie qu'il n'y a pas d'effet d'éviction de l'investissement privé sur les dépenses publiques et que la demande globale reste la même avec les autres variables réelles de l'économie.

Cette théorie postule que les consommateurs sont tournés vers l'avenir et tiennent donc compte des contraintes budgétaires du gouvernement lorsqu'ils prennent leurs décisions de consommation. Le résultat est que, pour un modèle donné de dépenses publiques, la méthode de financement de ces dépenses ne modifie pas la demande globale. Ainsi, la théorie est utilisée comme un argument contre l'augmentation des dépenses du gouvernement dans une économie.

## 1.2- Littérature empirique

En conséquence du débat théorique ci-dessus, il existe une vaste littérature empirique ayant pour objectif d'analyser la relation qui existe entre les dépenses publiques et la croissance économique. Des études empiriques sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique dans un échantillon de pays prélevés uniquement sur le continent africain ont donné des résultats mitigés. A cet égard, Ashipala et Haimbodi (2003) ont montré qu'il existait deux relations à long terme entre le niveau d'activité économique mesuré par le PIB et les investissements publics et privés en Namibie. Contrairement à ces résultats, ceux d'une étude de Mansouri (2003) ont montré qu'au Maroc les dépenses publiques en capital ont eu un effet d'entraînement sur l'investissement privé et sur la croissance économique réelle. En utilisant un modèle de série chronologique basé sur les moindres carrés ordinaires, Mansouri a montré que les dépenses de consommation publique supplantent l'investissement privé et ralentissaient la croissance économique à cause du gaspillage.

À l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable, Dumont et Mesplé-Somps (2000) ont analysé l'impact de l'infrastructure publique sur la compétitivité et la croissance de l'économie sénégalaise. Ils ont constaté qu'une augmentation des dépenses publiques en infrastructures conduisait à une meilleure performance commerciale et à une croissance économique. L'impact à long terme des dépenses publiques varie selon les pays: dans une étude utilisant des tests de causalité et basée sur des données annuelles pour la période 1970-2005, Chimobi (2009) a constaté qu'il n'y avait pas de relation à long terme entre les dépenses publiques de santé et l'éducation et le revenu national au Nigeria.

Deux documents pertinents sont spécifiquement consacrés aux pays de l'UEMOA en tant qu'étude de cas (voir Nubukpo, 2007, Ouattara, 2008). Nubukpo a évalué l'impact des dépenses publiques sur la croissance de 1965 à 2000 en utilisant un modèle de correction d'erreur. Il a montré que les dépenses publiques brutes n'ont pas eu d'impact significatif sur la croissance économique dans la plupart des pays de l'UEMOA. La conclusion de l'étude d'Ouattara est assez différente, Sur la base de la productivité et de l'externalité des dépenses publiques, il a souligné que les dépenses publiques peuvent avoir un impact positif sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA.

Fan et Rao (2003) ont montré que les effets des différents types de dépenses publiques sur la croissance économique dans différents continents sont mitigés. En Afrique, les dépenses gouvernementales en matière de santé et d'agriculture affectent de manière significative la croissance économique. En Asie, les investissements dans l'éducation, l'agriculture et la défense ont un fort impact sur la croissance économique. Cependant, en Amérique latine, tous les types d'investissements publics, à l'exception de la santé, ont contribué à la croissance économique.

Rehman et al. (2010) ont étudié le sens de la causalité entre le revenu national et les dépenses publiques ainsi que divers aspects des dépenses publiques du Pakistan pour la période 1971-2006. Les résultats de leur étude soutiennent l'existence de la loi de Wagner au Pakistan.

Asghar et al. (2011) soulignent que les ressources allouées aux secteurs de l'éducation et de la santé contribuent à la croissance économique et que le gouvernement devrait adopter des politiques visant à encourager le secteur privé à investir davantage dans l'éducation et la santé. Cette étude conclut que le gouvernement devrait allouer plus de ressources aux secteurs sociaux pour augmenter la productivité.

Comme on peut le constater, il y a eu un vif intérêt pour la recherche liée à la relation entre les dépenses publiques et à la croissance économique. Dans le même temps, cependant, il n'y a pas unanimité dans la façon dont la composition et la spécificité des dépenses publiques affectent le taux de croissance d'un pays donné. En effet, les résultats de la recherche montrent une image mitigée selon les méthodes de calcul utilisées, la structure des dépenses publiques et les pays ou continents étudiés. Très peu de ces recherches ont été consacrées à l'étude de l'impact des dépenses publiques sur le taux de croissance économique au Maroc.

## 2- Méthodologie

Dans ce papier de recherche nous utiliserons des données provenant du Bulletin statistique du ministère des finances et de la base de données de la Banque mondiale. Les données couvrent la période allant de 1975 à 2016. Les principales variables sont le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), les dépenses publiques de consommation (DPC) et les dépenses publiques en capital (DPI). Les autres variables qui seront incluses dans le modèle sont les exportations nettes (X), l'épargne nationale brute (S) et l'inflation (INF).

Nous adoptons le modèle keynésien de base dans notre analyse. Le modèle fonctionnel est de la forme  $PIB = f(DPC, DPI, X, S, INF)$

Avant de tester le modèle ci-dessus, il faudra d'abord effectuer des tests de racine unitaire sur chacune des variables pour vérifier la stationnarité. Nous tenterons de vérifier la relation à long terme et à court terme entre le PIB et les composantes des dépenses publiques (dépenses récurrentes et dépenses en capital). Pour ce faire, nous adopterons un modèle de décalage temporelle (Bound Testing) développé par Pesaran et Shin (2001). L'approche de test lié à la cointégration est pratique car elle peut gérer à la fois les variables I (0) et I (1).

Le modèle ARDL qui sera appliqué dans cette étude est le suivant :

$$\begin{aligned} \Delta PIB = & \alpha_1 PIB_{t-i} + \alpha_2 DPC_{t-i} + \alpha_3 DPI_{t-i} + \alpha_4 X_{t-i} + \alpha_5 S_{t-i} + \alpha_6 INF_{t-i} + \alpha_7 \Delta PIB_{t-i} \\ & + \alpha_8 \Delta DPC_{t-i} + \alpha_9 \Delta DPI_{t-i} + \alpha_{10} \Delta X_{t-i} + \alpha_{11} \Delta S_{t-i} + \alpha_{12} \Delta INF_{t-i} + \varepsilon_t \end{aligned}$$

Nous utiliserons les données en logarithme pour dégager les élasticités ; de plus, nous serons intéressés à établir le sens de la causalité entre les dépenses gouvernementales et la croissance économique.

## 3- Résultats empiriques et discussions

Les résultats empiriques du modèle ARDL estimé nécessaire pour la discussion sont présentés dans les tableaux 1 à 6 ; Après l'étude de la stationnarité à l'aide du test de racine unitaire (Dickey-Fuller), nous avons testé la présence de relations à long terme en utilisant le « Bounds test ». Ensuite Nous avons-nous avons procédé à l'estimation du modèle ARDL le plus parcimonieux correspond au nombre de retard qui minimise le critère d'Akaike ; enfin nous avons estimé la forme du modèle à long terme à l'aide du test de cointégration en dégageant les coefficients de long terme.



- **Test de racine unitaire**

Le tableau ci-dessous présente les résultats du test de racine unitaire Dickey-Fuller pour chacune des variables.

**Tableau 1: Test de racine unitaire Dickey-Fuller**

variables	T-statistique et probabilité Du modèle [3] avec trend et constante	T-statistique Du modèle [2] avec trend	T-statistique Du modèle sans trend sans constante	Résultat
LogPIB	-3.1410 0.1121	-	-	Non stationnaire Processus DS
LogDPC	-0.8481 0.9521	-	-	Non stationnaire Processus DS
LogDPI	-2.9782 0.1507	-	-	Non stationnaire Processus DS
LogX	-3.0332 0.1363	-	-	Non stationnaire Processus DS
LogS	-2.7166 0.2359	-3.3640 0.0186	-	Stationnaire
LogINF	-3.2876 0.0833	-	-	Non stationnaire Processus DS

Source : Auteur, Eviews

D'après les résultats obtenus, seulement la variable épargne qu'est stationnaire en logarithme, Les autres variables (LogPIB, LogDPC, LogDPI, LogX et Loginf) deviennent stationnaires après la première différence.

Puisque les variables d'intérêt sont des variables  $\square$  (0) ou  $\square$  (1), nous essaierons de vérifier s'il existe une relation à long terme entre les variables. Le modèle ARDL spécifié ci-dessus sera appliqué.

Pour tester l'existence ou non d'une relation de long terme on utilise le « Bounds test » à l'aide du logiciel Eviews ; les résultats figuré sur le table ci-dessous :

**Tableau 2 : ARDL Bounds test**

Test Statistic	Value	k
F-statistic	9.7613	5

Source : Auteur, Eviews

**Tableau 3 : Les valeurs critiques de «bounds test »**

Significance	I0 Bound	I1 Bound
10%	2.26	3.35
5%	2.62	3.79
2.5%	2.96	4.18
1%	3.41	4.68

Source : Auteur, Eviews

Les résultats de la procédure « bounds test » montrent que la statistique de Fisher ( $F=9.76$ ) est supérieure à la borne supérieure de l'intervalle des valeurs critique correspond au niveau de d'erreur de 1%. Donc on rejette l'hypothèse d'absence de relation de long terme, nous concluons qu'il existe une relation de cointégration à long terme pour le modèles estimé.

Le tableau suivant présente le modèle ARDL le plus parcimonieux équivalent au nombre de retard qui minimise le critère d'Akaike, il s'agit d'un modèle ARDL (2.4.2.4.4.1) :

**Tableau 4 : le modèle ARDL (2.4.2.4.4.1)**

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
<b>LOGPIB(-1)</b>	-0.028883	0.152881	-0.188922	0.8527
<b>LOGPIB(-2)</b>	0.391753	0.116372	3.366392	0.0042
<b>LOGDPC</b>	0.096020	0.079268	1.211341	0.2445
<b>LOGDPC(-1)</b>	0.124690	0.122814	1.015278	0.3261
<b>LOGDPC(-2)</b>	-0.214769	0.112635	-1.906761	0.0759
<b>LOGDPC(-3)</b>	0.394636	0.090699	4.351062	0.0006
<b>LOGDPC(-4)</b>	-0.185498	0.062083	-2.987899	0.0092
<b>LOGDPI</b>	-0.077394	0.025219	-3.068922	0.0078
<b>LOGDPI(-1)</b>	0.085445	0.029139	2.932271	0.0103
<b>LOGDPI(-2)</b>	-0.085795	0.027917	-3.073218	0.0077
<b>LOGS</b>	0.164919	0.029431	5.603673	0.0001
<b>LOGS(-1)</b>	-0.048798	0.032011	-1.524391	0.1482
<b>LOGS(-2)</b>	-0.021814	0.031014	-0.703363	0.4926
<b>LOGS(-3)</b>	0.010873	0.031758	0.342357	0.7368

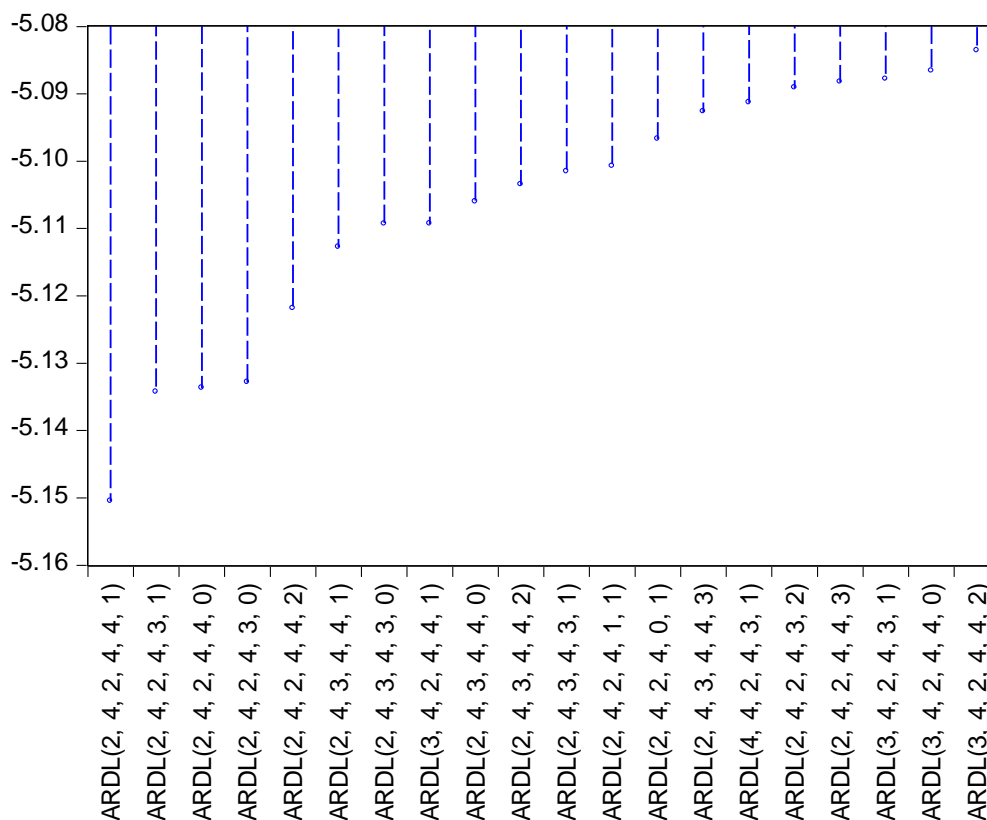
<b>LOGS(-4)</b>	0.050369	0.029031	1.735016	0.1032
<b>LOGX</b>	0.029582	0.059812	0.494578	0.6281
<b>LOGX(-1)</b>	0.076968	0.073969	1.040550	0.3146
<b>LOGX(-2)</b>	-0.038010	0.076937	-0.494040	0.6284
<b>LOGX(-3)</b>	0.049170	0.061938	0.793861	0.4397
<b>LOGX(-4)</b>	0.054964	0.053161	1.033917	0.3176
<b>LOGINF</b>	-0.016899	0.009402	-1.797262	0.0925
<b>LOGINF(-1)</b>	0.009043	0.008708	1.038484	0.3155
<b>C</b>	5.181445	1.193887	4.339980	0.0006
R <sup>2</sup> =0.99 ; F-statistic =1331.31 ; Prob (F-statistic) =0.0000 ; AIC= -5.1504				

Source : Auteur, Eviews

Le graphique suivant représente les valeurs du critère d’information Akaike des vingt meilleurs modèles, le modèle correspond a la plus petite valeur de AIC est ARDL(2,4,2,4,4,1).

**Fig. 1. Le graphique du critère d’information Akaike (AIC)**

Akaike Information Criteria (top 20 models)



Source : Auteur, Eviews

**Tableau5 : Le test ARDL de Cointégration et la forme de long terme**

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGPIB(-1))	-0.391753	0.116372	-3.366392	0.0042
D(LOGDPC)	0.096020	0.079268	1.211341	0.2445
D(LOGDPC(-1))	0.214769	0.112635	1.906761	0.0759
D(LOGDPC(-2))	-0.394636	0.090699	-4.351062	0.0006
D(LOGDPC(-3))	0.185498	0.062083	2.987899	0.0092
D(LOGDPI)	-0.077394	0.025219	-3.068922	0.0078
D(LOGDPI(-1))	0.085795	0.027917	3.073218	0.0077
D(LOGS)	0.164919	0.029431	5.603673	0.0001
D(LOGS(-1))	0.021814	0.031014	0.703363	0.4926
D(LOGS(-2))	-0.010873	0.031758	-0.342357	0.7368
D(LOGS(-3))	-0.050369	0.029031	-1.735016	0.1032
D(LOGX)	0.029582	0.059812	0.494578	0.6281
D(LOGX(-1))	0.038010	0.076937	0.494040	0.6284
D(LOGX(-2))	-0.049170	0.061938	-0.793861	0.4397
D(LOGX(-3))	-0.054964	0.053161	-1.033917	0.3176
D(LOGINF)	-0.016899	0.009402	-1.797262	0.0925
CointEq(-1)	-0.637129	0.149574	-4.259627	0.0007

Source : Auteur, Eviews

Cointeq = LOGPIB - (0.3376\*LOGDPC -0.1220\*LOGDPI + 0.2441\*LOGS + 0.2710\*LOGX -0.0123\*LOGINF + 8.1325 )

Le résultat des coefficients dynamiques à court terme associés aux relations à long terme obtenues à partir de l'équation ECM est donné dans le tableau 3. Les signes des impacts dynamiques à court terme sont maintenus à long terme. Cependant le coefficient du terme d'erreur CointEq(-1) estimé est négatif et significatif à risque de 5%, cela montre l'existence d'un mécanisme d'ajustement à long terme. Les résultats confirment que la croissance économique au Maroc a un mécanisme automatique qui réagit aux déviations de l'équilibre de manière équilibrée. La valeur estimée de (-0,637) pour les coefficients ECM suggère qu'une stratégie d'ajustement rapide d'environ 63%. Cela signifie qu'environ 63% de l'écart de l'année précédente est ajusté pour l'année en cours, c'est-à-dire qu'environ 63% des déséquilibres du choc de l'année précédente convergent vers l'équilibre à long terme de l'année en cours.

**Tableau6 : Coefficients de long terme**

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGDPC	0.337576	0.054763	6.164366	0.0000
LOGDPI	-0.122023	0.058357	-2.090980	0.0540
LOGS	0.244139	0.054588	4.472420	0.0004
LOGX	0.271018	0.085555	3.167776	0.0064
LOGINF	-0.012330	0.021730	-0.567423	0.5788
C	8.132484	1.636498	4.969445	0.0002

Source : Auteur, Eviews

Dans le tableau ci-dessus, toutes les variables ont des coefficients significatifs à long terme sauf la variable inflation. Les coefficients estimés de la relation à long terme montrent que les dépenses de consommation ont un impact significatif sur la croissance économique. Une augmentation de 1% des dépenses de consommation entraîne une augmentation d'environ 0.33% du PIB, toutes choses égales par ailleurs. D'autre part, les dépenses publiques consacrées à l'investissement ont un impact négatif sur la croissance économique, une augmentation de 1% des dépenses publiques d'investissement se traduit par une contraction de la production nationale d'environ 0.12%, Ce résultat est surprenant car les dépenses en capital sont censées avoir un impact positif sur le PIB à court et long terme. L'épargne a un impact positif à court et long terme sur la croissance économie, une augmentation de l'épargne de 1% entraine une augmentation du PIB de 0.24%; Cela a un sens sur le plan économique car, à court terme, l'augmentation de l'épargne encourage l'investissement ce qui booste la demande et donc la croissance économique, à long terme, cette augmentation joue un rôle important dans l'accumulation de capital chose qui impact positivement la production nationale. Les exportations ont également un effet positif sur la croissance économique à court et long terme, l'augmentation de 1% des exportations entraine une augmentation de la production nationale de 0.27%.

## Conclusion

Cette étude empirique était motivée par la volonté de déterminer les impacts à long terme et à court terme des composantes des dépenses publiques sur la croissance économique. Pour établir ces relations, nous avons appliqué les techniques du modèle ARDL. Les résultats du modèle retenue montrent que les dépenses publiques récurrentes ont un impact positif sur la croissance du PIB. L'impact des dépenses d'investissement n'est visible qu'à long terme; bien que négatif.

Il est surprenant que l'effet des dépenses d'investissement sur le PIB soit négatif. Cependant, cela pourrait être dû au fait qu'au Maroc, une grande partie de l'argent affecté aux dépenses d'investissement n'est pas destiné aux secteurs qui impact la production à savoir l'infrastructure, l'éducation et recherche et développement d'une part, d'autre les dépenses publique d'investissement sont souvent financé par l'emprunt, ce qui contribue à l'alourdissement des charges d'intérêt sans autant que ces dépenses soit productif d'où le caractère improductif des dépenses publiques.

Nous avons réussi à estimer les effets à long terme des composantes des dépenses publiques sur la croissance économique au Maroc en utilisant, entre autres, le modèle ARDL. Il pourrait être impératif de tester l'impact des dépenses publiques par branche (infrastructure, éducation santé, télécommunication...etc) sur la croissance économique, pour aider les décideurs dans le choix des politiques publiques qui impact positivement la croissance économique et réduire les dépenses qui impact négativement la croissance.

## Références

- [1] Tajudeen Egbetunde. (2013) « Public Expenditure and Economic Growth in Nigeria Evidence from Auto-Regressive Distributed Lag Specification», Zagreb International Review of Economics & Business, Vol. 16, No. 1, pp. 79-92,
- [2] Pesaran, M.H. and Y. Shin (1995), .Long-Run Structural Modelling,.unpublished manuscript, University of Cambridge.
- [3] Pesaran, M.H., Y. Shin and R.J. Smith (1996), .Testing for the Existence of a Long-Run Relationship,. DAE Working Papers Amalgamated Series, No. 9622, University of Cambridge.
- [4] Taoufik RAJHI (1993) « Croissance endogène et externalités des dépenses publiques » In: Revue économique, volume 44, n°2,. pp. 335-368.
- [5] Kako NUBUKPO. (2007) « Dépenses publiques et croissance des pays de l'union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) » De Boeck Supérieur « Afrique contemporaine » 2007/2 n° 222 | pages 223 à 250
- [6] « Améliorer la qualité et l'efficacité économique des dépenses publiques » Etudes économiques de l'OCDE 2004/15 (no 15), p. 87-164.
- [7] John LOIZIDES et George VAMVOUKAS (2005)« Government expenditure and economic growth: evidence from trivariate causality testing» Journal of Applied Economics, Vol. VIII, No. 1, 125-152
- [8] Hilaire HOUNKPODOTE et Rakissiwindé BATIONO (2010) «Heterogeneity of the causality between public expenditure and economic growth in waemu countries: what are the implications for policy coordination budget» MPRA Paper No. 26027, posted 20.
- [9] Hind TAHTAH (2016) «Public expenditures and economic growth in Morocco MPRA» Paper No. 72107, posted 20
- [10] Gastonfils LONZO LUBU and Desiré AVOM (2014)«Non linear effects of spending on economic growth in dr Congo» MPRA Paper No. 60716,
- [11] Isabelle JOUMARD, Per Mathis KONGSRUD, Young-Sook NAM, Robert PRICE (2003) « Améliorer le rapport coût-efficacité des dépenses publiques : l'expérience des pays de l'OCDE » Ed. de l'OCDE | « Revue économique de l'OCDE » 2003/2 no37- pages 125 à 184

- [12] Mills PHILIPPE, Quinet ALAIN(1992) « Dépenses publiques et croissance »  
Revue française d'économie, volume 7, n°3. pp. 29-60;
- [13] Al Gifari HASNUL (2016)«The effects of government expenditure on  
economic growth: the case of Malaysia» MPRA Paper No. 71254,
- [14] Yousra MEKIDAD Aziz DAHMANI Monir LOUAIJ (2014) « Public spending  
on education and Economic Growth in Algeria: Causality Test» International Journal  
of Business and Management Vol. II (3),
- [15] Nabila ASGHAR, Parvez AZIM, Hafeez ur REHMAN (2011) « Impact of  
Government Spending in Social Sectors on Economic Growth: A Case Study of  
Pakistan» Journal Of Business & Economics Vol. 3 No. 2 .pp.214-234
- [16] Gabriel CHIPAUMIRE, Hlanganipai NGIRANDE, Mangena METHOD,  
Yewukai RUSWA (2014)«The Impact of Government Spending on Economic  
Growth: Case South Africa» Mediterranean Journal of Social Sciences MCSER  
Publishing, Rome-Italy.
- [17] Constantinos ALEXIOU (2009) « Government Spending and Economic  
Growth: Econometric Evidence from the South Eastern Europe (SEE) » Journal of  
Economic and Social Research 11(1), 1-16
- [18] Vijay L.N. GANGAL et Honey GUPTA (2013) «Public Expenditure and  
Economic Growth A Case Study of India» Global Journal of Management and  
Business Studies, Volume 3, Number 2, pp. 191-196
- [19] Nworji, Ifeanyi Desmond, Okwu, Andy Titus (2012) «Effects of public  
expenditure on economic growth in NIGERIA: a disaggregated time series analysis»  
International Journal of Management Sciences and Business Research, Vol. 1, Issue 7